

Précarité, politique sécuritaire, rejet, prison, banalisation du trafic et de la mort violente, mensonges avec le projet «mixité sociale» qui déplace des enfants et permet de détruire des collèges et le service public ...

Voilà les seules propositions faites à une partie de la jeunesse du pays !

- ✓ **Nous nous refusons à ce que cela devienne une fatalité et une normalité !**
- ✓ **Aucun jeune ne doit être laissé sur le bord de la route !**
- ✓ **Il n'y a aucune « bonne explication » pour justifier le mépris, le rejet, l'abandon !**
- ✓ **Aucune « bonne explication » pour qu'une partie de la jeunesse soit maltraitée !**

Nous appelons toutes celles et ceux qui agissent ou veulent agir à ce sujet à participer à l'organisation d'Etats Généraux à propos de la Jeunesse

→ Jeunesse : danger pour le pays ou jeunesse en danger ?

Pendant des discussions, il n'est pas rare d'entendre des parents dire « *il n'y a pas de place pour nos enfants* », tout en se battant au quotidien pour trouver des issues.

Il n'est pas non plus rare maintenant, dès qu'il y a un problème dans un lycée ou autre, d'entendre de suite des gens dire que c'est normal car « *ces jeunes viennent des quartiers* », « *il y a des délinquants, des fichés S, des djihadistes qui reviennent de Syrie* » etc... Arguments repris par la presse sans aucune investigation sérieuse.

En parlant ainsi, qu'est-ce qui est recherché, à part se faire peur et faire peur aux autres ? Certainement pas à résoudre des problèmes dans le sens de l'intérêt général, et des jeunes en particulier. Ceux qui emploient ces mots désignent objectivement ces jeunes comme des ennemis, et se dédouanent ainsi de toutes responsabilités.

Il est inquiétant que les institutions elles-mêmes parlent de jeunes en ces termes : « *ce sont des bombes à retardement* » « *la république est mise en danger* »... (propos de M. Meric, président du Conseil Départemental, en nov. 2016). Qu'est-ce qui est dit là aussi ? Sinon que des jeunes du pays sont des dangers, des ennemis en puissance . Que des responsables disent et pensent cela est d'autant plus inquiétant qu'ils ont en principe la protection de la jeunesse dans leur responsabilité ! **Ils semblent vite l'oublier et passer de la protection à l'abandon et au rejet !** Si des fautes sont commises par certains jeunes, il y a la justice et suffisamment de lois pour surveiller et intervenir, pas la peine d'en rajouter !

En tant qu'habitants, parents, travailleurs dans les quartiers , nous pensons que plusieurs points doivent être affirmés et tenus :

- La jeunesse ne peut en aucun cas être traitée en ennemie du pays !
- Quand des jeunes sont en difficulté, il doit y avoir des interventions rapides et visibles. Il ne faut pas laisser de situations se dégrader mais répondre aux difficultés sociales, scolaires et médicales des enfants, dès qu'elles sont repérées, coordonner les interventions et assurer le suivi.
- Les différentes institutions doivent prendre leur part : par exemple, pourquoi il n'y a pratiquement plus aucun éducateur de rue dans les quartiers ? On sait leur importance pour sauver des gamins qui sont « entre deux ». La prévention est essentielle.
- Prendre la parole des parents en considération : s'ils disent qu'ils veulent garder un collège comme à Reynerie, c'est qu'ils ont leurs raisons, leur expertise, leur compétence sur la question. Il faut les leur reconnaître et leur permettre de jouer au mieux leur rôle de parents.
- Une politique de la ville, ce n'est pas se questionner sur les bâtiments, ce n'est pas décider à la place des gens, c'est voir avec les habitants ce qu'il faut pour améliorer la vie et surtout pour que la jeunesse ne soit pas sans espoir et sans avenir !

A tous ceux qui veulent réfléchir et travailler là-dessus, nous proposons une première rencontre le 16 février, 17h, Atelier B (métro Reynerie) en vue d'organiser ensemble, dès le printemps, des états généraux à propos de la jeunesse !

L'Assemblée Parents – Enseignants – Habitants